

## Défendre la Justice



Magistrats en grève au Palais de Justice de Nantes, le 8 février 2011.

N° 601  
DU 12 AU 17 FÉVRIER  
1,5€

10, rue de Solférino  
75333 Paris Cedex 07  
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70  
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline  
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat  
• JOURNALISTE RÉDACTRICE Charlotte Collonge (76 58) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) • Salon-Gomis Sebastien/SIPA • Emile josselin • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772  
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 25 200 exemplaires

Faire front pour dire « l'indignation » face à « l'instrumentalisation par le président de la République et par le Premier ministre de l'assassinat atroce » de la jeune Laëtitia Marie-Pierre de la Gontrie, Secrétaire nationale aux libertés publiques et à la justice, Élisabeth Guigou, Marylise Lebranchu, anciennes gardes des Sceaux, et Dominique Raimbourg, député de Loire-Atlantique et membre de la commission des lois à l'Assemblée nationale ont dénoncé pour le Parti socialiste l'attitude de Nicolas Sarkozy et du gouvernement. « Face à l'horreur du drame, le Président a décidé de susciter la polémique en faisant des magistrats des boucs émissaires alors qu'ils n'ont pas les moyens d'agir », a affirmé Marie-Pierre de la Gontrie. « François Fillon a confisqué à son profit la douleur des parents », a ajouté Élisabeth Guigou. La réaction de la « chaîne pénale » ne s'est pas fait attendre qui s'est mobilisée pour dénoncer les propos de Nicolas Sarkozy.

« C'est la première fois que nous sommes confrontés à une telle détresse partagée par l'institution judiciaire, policière et par la gendarmerie », s'est émue Marylise Lebranchu. « Le mouvement a démarré comme un feu de paille, a ajouté la Secrétaire nationale aux libertés publiques et à la justice, tous demandent du respect et des moyens pour fonctionner ». Les magistrats ont vu leurs effectifs baisser de 8 225 à 8 023 en 2010, ils seront 76 de moins en 2011. Dominique Raimbourg a appelé à la mise en œuvre d'un « plan d'urgence qui permette d'affecter les moyens dont a besoin la justice pour fonctionner ». Le Parti socialiste organisera un Forum des idées sur la Justice le 14 mars, présidé par Élisabeth Guigou et qui aura pour rapporteur Marie-Pierre de la Gontrie. Il s'agira de présenter les propositions du PS pour, comme le définit Élisabeth Guigou, « faire retrouver la sérénité au monde judiciaire ».

(Lire aussi p.2)

### L'AGENDA

#### 16 février

► Déplacement

Martine Aubry soutiendra les propositions du PS sur le logement social à Clamart (92)

#### 22 février

► Rendez-vous

Déplacement sur la question de la dépendance dans l'Essonne (91)

#### 14 mars

► Événement

Forum des Idées sur le thème de la justice

#### 20 et 27 mars

► Mobilisation

1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> tour des élections cantonales



## L'info en continu

Harlem Désir, Pouria Amirshahi, 4/02/11

### Tunisie

« Une délégation du PS s'est rendue à Tunis les jeudi 3 et vendredi 4 février. Le PS appelle le gouvernement français à en finir avec les hésitations, les ambiguïtés et les compromissions passées qui ont nui gravement à l'image de la France. Il apportera concrètement son aide au cours des mois qui viennent aux organisations qui œuvrent à la construction d'une démocratie durable et irréversible en Tunisie. Il enverra de nouvelles délégations dans les prochaines semaines. »

Jean-Marc Ayrault, 6/02/11

### Ministre

« On est toujours ministre de la République, qu'on soit en vacances ou en activité : ce n'est pas entre parenthèses. S'il y avait une crise, elle serait bien obligée de revenir dans le pays. On est toujours ministre de la République. »

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

# 1 million

### BUREAU NATIONAL ET SECRÉTARIAT NATIONAL

#### Mobilisation nationale de la justice et de la police

Réagissant au drame de Pornic, Nicolas Sarkozy a, comme à son habitude, exploité cette affaire et polémique. En mettant directement en cause tous les acteurs de la chaîne pénale (forces de l'ordre, magistrats, personnel pénitentiaire) et en annonçant des sanctions, il a fait exploser un mouvement de colère dans la justice et la police. « Reproduisant toujours la même méthode, Nicolas Sarkozy stigmatise, dénonce et rejette la faute sur d'autres pour masquer l'échec de sa propre action », a déclaré le Parti socialiste réuni en Bureau national.

Avec 100 000 peines en attente d'exécution, un manque croissant de magistrats et de greffiers, 3 000 conseillers d'insertion pour 170 000 personnes placées sous main de justice, le service public de la justice va de plus en plus mal. La France se classe aujourd'hui au 37<sup>e</sup> rang européen sur 43, en matière de dépenses consacrées à la justice, au détriment du bon fonctionnement et de la qualité de l'institution judiciaire. Face à cette situation, c'est

aujourd'hui l'ensemble du monde judiciaire qui se mobilise dans plus de 110 juridictions. Jeudi 10 février, à l'appel des organisations professionnelles de toutes les professions concernées, des rassemblements dans toute la France ont eu lieu, avec une manifestation nationale à Nantes, pour défendre l'urgence d'une justice digne de notre pays. Le PS a exprimé sa solidarité et son soutien à cette mobilisation, Marie-Pierre de la Gontrie, Secrétaire nationale aux politiques publiques et à la justice, Marylise Lebranchu et Jean-Marc Ayrault étaient notamment présents à la manifestation nationale à Nantes, pour « défendre l'objectif une justice de qualité, une justice forte, indépendante, égale pour tous ».

#### Dépendance : un choix de société

Dans son intervention de clôture du colloque sur la dépendance organisé au Conseil économique, social et environnemental, Nicolas Sarkozy n'a rien annoncé de précis. « Comme sur les retraites, cette fiction de concertation masque mal les choix de la droite : on nous dit que tout est ouvert, mais le

C'est le nombre de Pactes civils de solidarité (PACS) qui ont été signés depuis l'adoption de cette loi par le gouvernement de la gauche plurielle en 1999. Le Pacs est au coude à coude avec le mariage puisque l'Insee comptabilise trois Pacs pour quatre mariages.

gouvernement écarte d'office le recours à la solidarité nationale et insiste beaucoup sur la piste des assurances privées, pointe Charlotte Brun, Secrétaire nationale aux personnes âgées, handicap et dépendance, une nouvelle fois avec Nicolas Sarkozy, la grande réforme annoncée se transformera en grande régression. » Les Français, qui s'impliquent énormément sur le plan humain et financier pour leurs parents âgés souhaitent que la puissance publique prenne davantage ses responsabilités. À l'inverse, la droite culpabilise les individus, coupables d'être dépendants, et leurs familles, qui n'en feraient jamais assez. « Le Parti socialiste appelle à mettre en œuvre une réforme de grande ampleur, qui permette un meilleur accompagnement des personnes, un soutien effectif aux aidants et la création d'une filière professionnelle pour l'aide à domicile, définit Charlotte Brun, la perte d'autonomie est un risque social. La création d'un nouveau champ de protection sociale doit permettre de la compenser à tout âge de la vie, sur la base d'un financement public et solidaire. »

### VIE DU PARTI

## Soutenir la révolution tunisienne



Martine Aubry recevait mardi dernier au siège du PS Mustapha Ben Jaafar, fondateur du Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL), opposant historique au président Ben Ali. L'occasion de réaffirmer les liens existants entre ce combattant de la démocratie et le PS. « Au Parti socialiste,

les responsables n'ont pas attendu la révolution en Tunisie pour exprimer leur soutien, leur solidarité et leur amitié avec tous ceux qui se battent pour défendre leur liberté au nom des droits de l'Homme », a souligné l'invité de la rue de Solférino. Il a salué « la révolution de la dignité, de la jeunesse tunisienne qui nous a surpris autant qu'émerveillés ». Mustapha Ben Jaafar a critiqué la vision « sécuritaire et mercantile des sociétés occidentales davantage axées sur la liberté des mouvements de capitaux que sur celle des citoyens ». Surtout il est longuement revenu sur ses craintes de voir « cette révolution populaire, spontanée et inachevée être confisquée » et a émis de

sérieuses doutes sur le gouvernement mis en place duquel il a démissionné alors qu'il avait été nommé ministre de la Santé. Il a plaidé pour la mise en place d'« un conseil de sauvegarde de la révolution » afin d'exercer un contrôle sur « la période transitoire vitale » traversée par le pays avant la tenue des élections. Martine Aubry a quant à elle émis le souhait que « la révolution tunisienne porte ses fruits ailleurs » tout en rappelant, en ce qui concerne l'Égypte, que le choix relevait du seul peuple égyptien. « Nous serons auprès du peuple tunisien pour l'accompagner », a-t-elle réaffirmé.



# Pour une République nouvelle

Le Forum des idées sur les institutions s'est tenu à Paris sous la présidence de Manuel Valls. Dix propositions phares « *Pour une République nouvelle* » ont été présentées.

## 1<sup>ère</sup> table ronde : « *Le fonctionnement des institutions de la V<sup>e</sup> République* »

En préambule aux débats, Martine Aubry a plaidé pour « *de profondes réformes démocratiques pour restaurer la confiance des Français vis-à-vis des élus* ». Elle a insisté entre autres sur la nécessité d'« *un rééquilibrage des pouvoirs au profit du Parlement* ». Autant d'idées fortes qui ont donné lieu à des échanges entre les participants mais aussi, plus tard, avec la salle. Lors de cette première table-ronde, il a longuement été question de l'« *hyperprésidence* » de Nicolas Sarkozy que les institutions ont été accusées de favoriser. « *La V<sup>e</sup> République a entraîné le désamour de la politique et l'éloignement des citoyens, elle a désespéré le pays* », a asséné Arnaud Montebourg. Pierre Joxe, ancien membre du Conseil constitutionnel a tenu à modérer l'ardeur de cette assertion : « *les institutions sont en grande mesure ce que les titulaires du pouvoir en font* », a-t-il soutenu. Un avis partagé par Pascal Jan, professeur de droit public à l'IEP de Bordeaux qui a appelé à « *ne pas accuser systématiquement les institutions de la V<sup>e</sup> République (...) qui ont du moins permis d'assurer la stabilité de l'exécutif* ». Tous en revanche ont souhaité une réforme du mode de nomination des membres du Conseil constitutionnel demandée par le PS. « *Il faut supprimer les membres de droit* », a soutenu Pascal Jan. « *Il doit être composé de magistrats professionnels et/ou de professeurs de droit, tous indépendants* », a renchéri Pierre Joxe. Autre institution au cœur des débats : le Parlement qualifié de « *club de mâles bourgeois, blancs et sexagénaires* », mais également de « *plus vieux et moins représentatif d'Europe* »

par Bastien François, professeur de Sciences politiques à l'Université Paris I et cofondateur de la Convention pour la 6<sup>e</sup> République (C6R).

## 2<sup>e</sup> table ronde : « *Les nouveaux enjeux démocratiques* »

Selon une récente étude du Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po), 83 % des Français pensent que les politiques se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pense la population. « *Il existe une véritable indifférence, une défiance vis-à-vis des politiques* », a souligné Loïc Blondiaux, professeur des Universités au département de Sciences politiques de Paris I. Un « *décalage* » également constaté par Yolande Briand, présidente du groupe CFDT au Conseil économique, social et environnemental (CESE). Tanguy Morlier, responsable de « *regardscitoyens.org* » et cofondateur de « *nosdeputés.fr* » a, quant à lui, souligné « *les nouvelles attentes des citoyens en termes de moyens de communication et de réactivité* ». Fort de ses 35 000 visiteurs uniques mensuels, il a appelé à une meilleure publicité des données financières et statistiques et de l'action des parlementaires.

Loïc Blondiaux a également déploré que le projet de « *vote obligatoire* » ait été finalement retiré du projet socialiste alors qu'il est appliqué au Brésil et en Australie.

Les débats se sont achevés sur un consensus. Les participants ont en effet tous appelé à la participation effective des citoyens au pouvoir de décision, à une meilleure représentativité au sein des institutions et donc à une réforme des modes de scrutin et ont plaidé pour une plus grande autonomie des contre-pouvoirs.

Pierre Moscovici, 7/02/11

## Incompétence

« *Une femme qui a été dans cette affaire aussi incompétente, aussi indifférente, aussi complaisante et qui en plus ne se rend même pas compte de sa conduite, cette femme-là ne peut pas porter haut et fort la voix de la France dans les relations internationales.* »

François Lamy, 7/02/11

## Affaire MAM

« *Vous avez une ministre des Affaires étrangères qui a occupé les médias tout le week-end pour parler de ses pérégrinations touristiques, du fait qu'elle ait utilisé les moyens d'un industriel étranger, qui ne dit pas un mot sur la situation en Égypte, en Tunisie. La diplomatie française est totalement affaiblie. La logique et peut-être la dignité auraient voulu qu'elle s'en aille d'elle-même. Elle ne l'a pas fait. Maintenant, je crois que c'est au président de la République qui l'a nommée, de prendre ses responsabilités.* »

# Le nouveau monde en marche à Dakar



Une importante délégation socialiste emmenée par Martine Aubry s'est rendue à Dakar pour participer à la onzième édition du Forum social mondial. Outre les rencontres officielles (avec le maire de Dakar entre autres), il s'agit pour le PS de mobiliser ONG, associations, syndicats et partis progressistes, mais également d'aller à la rencontre d'artistes, comme Ousmane Sow ou Youssou N'Dour, d'intellectuels sénégalais et d'entrepreneurs locaux. L'occasion pour Martine Aubry d'affirmer sa différence : « *En France, en Europe,*

*on continue à regarder l'Afrique avec compassion dans le meilleur des cas et dans des rapports postcoloniaux dans le pire. Il faut sortir de tout ça et nouer un véritable partenariat. Nous avons beaucoup à apprendre de l'Afrique.* » La Première secrétaire est également intervenue lors d'un atelier du Forum social consacré à l'eau, elle a plaidé pour un meilleur accès à l'eau, pour sa gratuité ou un plus faible coût : « *La bataille pour l'eau est une bataille pour la vie, pour la paix, et pour la dignité.* »



# Nos propositions pour les services publics

LE DROIT AUX MÊMES  
**SERVICES**  
POUR TOUS  
C'EST POSSIBLE



**Le PS propose** de développer fortement des réseaux de transports en commun, de garantir un temps maximum d'accès aux services essentiels, de réduire la fracture numérique rurale, de créer des zones de développement économique de proximité et de soutenir les associations au service de l'intérêt général.



Plus de propositions sur [parti-socialiste.fr/lePSpropose](http://parti-socialiste.fr/lePSpropose)

## Razzy Hammadi, Secrétaire national aux services publics

« Le PS s'est fixé trois priorités. La première consiste à réinvestir politiquement les services publics et à remettre l'État en position de stratège. Cela consistera tout d'abord à mettre en œuvre un véritable plan de rattrapage dans le domaine des services publics directement liés au respect de la dignité des personnes : la santé, l'éducation et la sécurité. Il s'agira également de procéder à une véritable entreprise de démocratisation des services publics.

Le second enjeu est de retrouver une capacité d'expertise publique, qui doit accompagner cette réappropriation politique et démocratique de nos services publics. Il n'y aura pas d'État stratège sans collectivités locales stratégiques qui ont, face aux opérateurs privés, des moyens d'étude,

d'expertise et de conseil indépendant. C'est l'enjeu primordial que nous portons à travers l'agence publique pour le conseil et l'expertise.

Enfin, la troisième mesure consiste à redéfinir à travers les services publics un contrat d'égalité, de solidarité et de performance entre les collectivités urbaines, mais surtout rurales, et l'État. Celui-ci doit retrouver la parole qu'il a perdue. Deux mesures pour cela : le contrat de continuité et de présence des services publics (sur lequel nous travaillons avec les Sénateurs et les députés) et les conférences locales et territoriales du service public auxquelles les citoyens doivent être associés, parce que se réapproprier les services publics est un enjeu de service public. »